



MADARIAGA  
COLLEGE OF EUROPE  
CENTRE

---

## *Le testament de M. Cameron*

---

Par Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga – Collège d'Europe

Directeur Général honoraire à la Commission Européenne

---

On serait tenté de traiter d'un haussement d'épaules la menace de Brexit brandie par David Cameron pour se débarrasser de la tutelle de Nigel Farage, le leader de l'UKIP, sur l'aile souverainiste du parti conservateur. Une affaire interne aux Tories en somme, qui prennent l'UE en otage de leurs différends sur l'Europe. Il n'en est rien. Reconduit au 10 Downing Street sans le secours obligé des libéraux, David Cameron n'a pourtant pas reçu un mandat massif de son peuple pour renégocier le maintien du Royaume-Uni dans l'Europe : sa majorité aux Communes tient surtout aux divisions de l'opposition entre indépendantistes écossais et souverainistes de l'UKIP, au faible taux de participation et à l'arithmétique contestable du système électoral majoritaire à un tour. Mais voilà, David Cameron s'inscrit dans la tradition de Thatcher qui a voulu la réjuvenation nécessaire de son pays au prix de la division de la société britannique en société de classes et dorénavant communautariste, minée par les inégalités et l'exclusion ethnique.

Simplement, Thatcher, en cassant le pouvoir des syndicats, en dérégulant et en privatisant les entreprises et services publics et en dérégulant la finance, a procédé à une relève des élites : de l'ancien establishment assis – l'aristocratie traditionnelle et l'« *old boys network* » - à la caste plus compétitive des banquiers d'investissement et des traders de la City et des opérateurs de l'immobilier londonien enrichis *ad nauseam* par l'hypertrophie de la finance mondiale et par l'afflux des patrimoines des oligarques russes et des dynasties pétrolières. La Grande Bretagne n'est pas seulement un pays divisé, mais une puissance en déclin. Longtemps un acteur géopolitique avec des forces armées robustes, mais aujourd'hui laminées par les coupes budgétaires, avec un siège permanent au Conseil de sécurité et une diplomatie redoutablement efficace, le Royaume-Uni met désormais toutes ses ressources et tout son crédit au service de ses intérêts financiers et commerciaux. La visite du Président chinois à Londres qui a ouvert « un âge d'or » entre Londres et Pékin, a consacré la préséance désormais accordée à la City sur la tradition impériale. Derrière les ors de la Couronne et son cérémonial admirable, la Grande Bretagne apparaît réduite à « *Little England* », une petite Angleterre qui exploite le

décor victorien pour remplacer l'industrie par la finance et l'ambition géopolitique d'un État-nation par la cupidité d'une minorité. Dans son avant-projet de mémorandum au Président du Conseil européen, David Cameron livre son dessein pour l'Europe où l'on retrouve les traits qu'il donne à son propre pays : le refus d'une « union toujours plus poussée entre les peuples » interdirait à l'Europe de s'imposer comme un acteur global dans le monde ; la subordination de l'eurozone au marché unique est nettement visible dans le projet du Commissaire britannique Jonathan Hill de soumettre la banque à 19 – sans le Royaume-Uni – à la finance à 28 que domine la City ; la privation des migrants internes à l'Europe d'une partie de leurs droits sociaux ; la compétitivité de l'Europe par le seul jeu du marché sans le concours d'une puissance publique européenne ; et enfin, comble de machiavélisme, l'intrusion des parlements nationaux dans le jeu des institutions européennes. Ceci interdirait au Parlement de Strasbourg de devenir le creuset d'un *demos* européen transcendant les frontières nationales, condition cependant indispensable pour la démocratie et l'efficacité de l'UE. Bref, David Cameron a tout faux : il dénature le modèle européen et étouffe toute velléité de l'Europe de se projeter comme telle dans le monde.

Dire simplement non à Londres, sans y mettre beaucoup de formes et d'habileté, serait précipiter le Brexit qui, selon les sondages, a désormais plus d'adeptes que d'opposants dans l'opinion britannique. Le Brexit n'est pas souhaitable : la crédibilité de l'Europe souffrirait de cette amputation et l'isolement du Royaume-Uni sur le continent ne l'aiderait pas à consolider son unité territoriale – l'Écosse risquerait de se faire la malle – et à renforcer la solidarité entre classes sociales et communautés ethniques qui est l'enjeu vital de la démocratie outre-Manche. En outre, la Grande Bretagne aura des alliés. Pensons à la Pologne désormais gouvernée par les eurosceptiques du cru.

Soit, mais il importe alors que face aux forces centrifuges se construise un contrepoids centripète qui ne dise pas simplement non. Les chancelleries vont négocier le Brexit en douceur. Pourtant, ce serait une erreur politique de laisser une fois encore les citoyens européens sur la ligne de touche alors que les électeurs britanniques, eux, seront appelés à voter dans le referendum sur le Brexit. Une coalition politique large doit s'exprimer au Parlement européen, non pas seulement pour contrer les manœuvres de David Cameron que pour raviver et consolider la confiance dans le projet européen qui doit désormais intégrer le fait d'une Europe à deux vitesses : renforcement de la gouvernance de l'eurozone, justice fiscale par l'harmonisation, défense commune pour appuyer une politique étrangère européenne plus assertive, élaboration d'une politique industrielle visant les secteurs stratégiques.

L'Europe citoyenne et militante doit allumer un contre-feu pour éviter que l'UE ne se retrouve sur la défensive face aux manœuvres de Cameron et de ses alliés de fortune. Ainsi, il faut essayer de garder la Grande Bretagne dans l'UE, mais pour faire avancer l'Europe et non pour l'empêcher de se réaliser comme Londres y a trop bien réussi, aidée par l'élargissement, depuis un demi-siècle, malgré les efforts du tandem franco-allemand.

La Bataille d'Angleterre a commencé. Il faut en faire un combat pour l'Europe. Il faut que le manifeste de David Cameron soit aussi son testament.